



54^{ième} Session du Conseil des droits de l'homme

**Dialogue interactif sur le Rapport du Haut-Commissaire pour les Droits de l'Homme
sur le Sri Lanka**

Intervention du Luxembourg

11 septembre 2023

Merci Monsieur le Président,

Le Luxembourg s'associe à la déclaration de l'Union européenne.

Nous remercions la Haut-Commissaire adjointe pour son rapport, dont nous saluons les conclusions.

Pour être juste et durable, la reprise après la grave crise économique du Sri Lanka doit s'accompagner de réformes institutionnelles et politiques profondes, ainsi que d'une rupture avec la culture d'impunité pour les violations et abus des droits humains. Le rapport du Haut-Commissariat contient un vaste éventail de recommandations en matière de réforme de la justice, de protection contre la discrimination de minorités ethniques et religieuses ou encore de lutte contre la corruption. Le Luxembourg encourage vivement le Sri Lanka à mettre en œuvre ces recommandations.

Nous sommes préoccupés par les atteintes aux droits civils et politiques, par l'absence de résultats tangibles dans la lutte contre l'impunité, et par la militarisation de fonctions gouvernementales civiles. Les autorités devraient en outre s'abstenir de tout recours à la force contre les manifestants pacifiques et faire cesser toute intimidation contre les voix dissidentes. La loi sur la prévention du terrorisme devra être amendée afin qu'elle soit pleinement conforme au droit international des droits humains.

Pour conclure, Madame la Haut-Commissaire adjointe,

Quels sont les points de départ concrets les plus prometteurs pour le Sri Lanka et ses partenaires internationaux pour instaurer un dialogue national inclusif sur la gouvernance, l'État de droit, les valeurs démocratiques et les droits humains ?

Je vous remercie.

(234 mots – 1m30s)